

COLONEL BUJAC (Br.)

955 304-6260

PREMIÈRES CONTRIBUTIONS
à l'Histoire de la Grande Guerre

I

LA ROUMANIE



PARIS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE MILITAIRE UNIVERSELLE
L. FOURNIER

264, Boulevard Saint-Germain, 264
(En face le Ministère de la Guerre)

1916

I

LA ROUMANIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'État indépendant du Congo. (Librairie Militaire Charles Lavauzelle).

L'Armée russe. (Fort volume, épuisé).

Marches et Opérations de nuit. (Librairie Militaire Charles Lavauzelle, 7^e Edition).

PRÉCIS DE QUELQUES CAMPAGNES CONTEMPORAINES

(Forts volumes, cartes et croquis).

(Librairie Militaire Charles Lavauzelle.)

- I. — **Les Balkans.** (Guerre serbo-bulgare. — Campagne des Austro-Hongrois en Bosnie-Herzégovine).
 - II. — **La Guerre Sino-Japonaise.**
 - III. — **Egypte et Soudan.** (Campagne des Anglais en Egypte et au Soudan. — Campagne des Italiens en Abyssinie).
 - IV. — **La Guerre Hispano-Américaine.**
 - V. — **La Guerre Sud-Africaine.**
 - VI. — **La Guerre Russo-Japonaise.**
-

Kirk Kilisé — Lulé Burgas — Tchataldja. (Brochure, tirage à part de la *Revue Militaire Générale*).

Les Manœuvres de l'armée hellénique en 1912. (Brochure, tirage à part de la *Revue Militaire Générale*).

Les Manœuvres de l'armée anglaise en 1913. (Brochure, tirage à part de la *Revue Militaire Générale*).

COLONEL BUJAC (Br.)

PREMIÈRES CONTRIBUTIONS
à l'histoire de la Grande Guerre

I

LA ROUMANIE



PARIS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE MILITAIRE UNIVERSELLE
L. FOURNIER

264, Boulevard Saint-Germain, 264
(En face le Ministère de la Guerre)

1916

192674



1981.12/1916⁵

✓

PRÉFACE

Voilà enfin une étude qui vient à son heure et que le public attendait. Que vaut l'armée roumaine ? De quels éléments est-elle composée ? Telles sont les questions que tous les Français se posent depuis longtemps. L'auteur de la brochure qu'on va lire y répond avec une compétence indiscutable et nous devons lui être reconnaissants du travail utile et si intéressant qu'il a su mener à bien.

Depuis de longs mois, nos journaux nous font espérer que les Roumains marcheront avec nous. Des hommes politiques et des savants sont venus de Bucarest et nous ont fait les plus séduisantes promesses. Notre espoir — et le leur — ont été déçus, et, malgré le traité qui semblait la lier à la Serbie, la Roumanie a laissé la guerre se propager dans les Balkans.

Il ne faut pas pourtant en conclure de façon désobligeante : on a souvent été injuste et il est

tout naturel que les Roumains tiennent à rester avant tout, des Roumains. Leur sympathie nous est acquise et plus d'un journal allemand leur a reproché amèrement ce que la Gazette de Cologne appelle leur amour de la latinité. Ils ne semblent pas pourtant avoir tous compris que le pangermanisme était, pour leur pays, le plus grand des dangers, dont les a sauvés la France à la bataille de la Marne.

Il faut reconnaître aussi que la Roumanie, est dans une situation difficile. Elle est encerclée de toute part, menacée dans ses frontières, séparée du reste du monde. Comment pourra-t-elle se ravitailler : la mer lui est fermée, et c'est la mer qui, jadis, la faisait vivre. Ses exportations, en effet, suivaient la voie maritime et le blé roumain était embarqué à Constantza pour Hambourg.

Pourtant il lui faut prendre nettement un parti, car l'heure aujourd'hui est décisive. Il ne faut plus parler, mais agir. Une victoire allemande créerait dans les Balkans une grande Bulgarie, l'Autriche-Hongrie n'abandonnerait ni la Bukovine ni la Transylvanie et les frères roumains d'au delà des Carpathes resteraient esclaves pour toujours.

La victoire des Alliés permettra, au contraire, à la Roumanie de réaliser son rêve. Nous la voulons puissante et forte, fière et respectée. Sans doute,

nous l'invitons à se joindre, dans la lutte pour la civilisation, à ses deux sœurs latines, elle qui est si fière du sang latin que les soldats de Trajan lui ont apporté. Notre appel est ferme, mais tranquille, car nous n'avons pas besoin de secours pour arriver au succès final, après lequel notre devise sera : à chacun selon ses œuvres.

Elle sait bien qu'elle doit achever sa tâche, délivrer les frères opprimés, faire la plus grande Roumanie : ce fut toujours toute sa pensée, tout son espoir, — et c'est l'œuvre merveilleuse à laquelle nous la convions.

PAUL LABBÉ,

Secrétaire général

de la Société de Géographie Commerciale.

**La Roumanie avant, pendant
et après la guerre turco-balkanique**

1912

Les orientations de la politique extérieure de la Roumanie. — L'union balkanique; la défaite et le démembrement de la Turquie. — Le traité de Londres (30 mai); la convention de Pétersbourg. — Les aspirations de la Bulgarie à l'hégémonie dans les Balkans.

Le roi Carol, pendant presque toute la durée d'un règne, long (20 avril 1866-10 octobre 1914) et prospère, avait pu diriger la politique extérieure de son royaume suivant ses vues personnelles, en prince de la maison de Hohenzollern, en fidèle ami de l'empereur François-Joseph.

On fut, de tout temps, assez porté à croire que

ces inclinations étaient consacrées par un traité secret avec l'Autriche-Hongrie. Je ne négligerai pas, dans leur forme originelle, divers indices révélateurs recueillis de-ci de-là. Ainsi, de discrètes allusions à ce contrat, dans la *Lupta* (mai 1909) et dans la *Danzers Armée Zeitung* du 1^{er} mai 1913 (1).

Cependant la crise provoquée fin 1908 par l'annexion à la Monarchie-Dualiste de la Bosnie-Herzégovine, me paraît avoir eu, en Roumanie, un retentissant écho qui fut réveilleur du sentiment national auquel les ministres de la Couronne ne purent éviter de s'associer.

Ce rapt, l'humiliation infligée à la Serbie — contrainte, sur les conseils de la Russie impuisante, à s'incliner en mars 1909 devant la force brutale — d'autres faits survenus à peu près vers la même époque (chute du régime hamidien, proclamation de l'indépendance bulgare) constituent tout un ensemble de causes qui, non seulement ouvrait à nouveau la question d'Orient, rompait l'équilibre balkanique, bien mieux, dé-

(1) « Assuré à la Monarchie une plus complète liberté d'action et le concours militaire dans certaines éventualités qui ne sont pas forcément toutes celles stipulées entre les puissances de la Triple Alliance »,

nonçait aux moins clairvoyants le danger toujours plus proche d'un conflit européen (1).

Le danger pour la Roumanie s'extériorise par les ambitions grandissantes du tsar des Bulgares déjà accaparé par l'Autriche-Hongrie.

Le roi Carol, soyons-en convaincus, ne l'ignore pas. Pour le rassurer, les Empires du Centre lui dépêchent : l'un le Kronprinz, l'autre l'archiduc François Ferdinand. Ces visites donnent naissance dans diverses chancelleries à la rumeur de la définitive adhésion du royaume danubien à la Triple-Alliance. Le cabinet de Bucarest fait démentir. A cette occasion la *Lupta* rappelle les paroles adressées par le roi, le 15 décembre 1908, au ministre d'Autriche-Hongrie : « J'ai le droit de m'attendre, de la part du gouvernement hongrois, à des mesures sérieuses donnant satisfaction aux plaintes des deux ou trois millions de

(1) M. Louis Léger écrit dans un aimable article de vulgarisation : « Le jour où l'Europe a commis l'imprudence, au lieu d'affranchir la Bosnie-Herzégovine, de la livrer à l'Autriche comme un troupeau de moutons, elle a, sans s'en douter, préparé la guerre la plus effroyable qui ait jamais ensanglanté les deux mondes. »

(Les peuples balkaniques et leurs aspirations nationales. *La Science et la Vie* de novembre 1915, le sixième numéro spécial de la très intéressante et instructive édition de guerre.)

Roumains qui habitent la Transylvanie et le Banat. Ne prêtez pas à mon désir, la prétention d'intervenir dans la politique intérieure d'un état. Je ne reviens sur ce sujet que parce qu'il régit la condition fondamentale des rapports amicaux et des bonnes relations entre mon pays et l'Empire voisin ».

Qu'il me soit permis de dater de cette déclaration les débuts réels, encore que très prudents, d'un acheminement vers une *politique nationale*.

*
**

La Roumanie ne fut que témoin complaisant de l'œuvre que, sur les conseils du Tsar, s'efforçaient de réaliser les gouvernements de Sofia, d'Athènes, de Niche et de Cettigné.

Avec les secrètes complicités de l'Allemagne (M^r Venizelos à Corfou, avril 1912) et de l'Autriche-Hongrie (le roi Ferdinand à Vienne, juin 1912), la Bulgarie, la Grèce, la Serbie victorieuses procédèrent au démembrement de l'Empire ottoman.

La Roumanie entendait, avec raison, tirer profit d'une bienveillante neutralité et quelque peu

compenser les grands avantages territoriaux acquis par les Etats voisins. Ces compensations, utilement recherchées du côté de la Dobroudja, ne pouvaient être demandées qu'à la Bulgarie qui, comme on le conçoit, s'y prêta de fort mauvaise grâce. Il a été écrit par un des chroniqueurs, expert en l'art de débrouiller l'écheveau diplomatique, que le prince Ghika avait eu la satisfaction de quitter Pétersbourg en mai 1913 avec, en poche, l'agrément le plus conforme aux désirs de ses compatriotes. J'ai le regret de ne pas partager ces vues optimistes. M. Delcassé — dont la grande pensée était, au sortir de la conférence, « de laisser la Roumanie plus proche de la Russie » — ne me semble pas avoir été suffisamment secondé par notre Alliée qui, à cette heure, paraît ne s'intéresser aux intrigues balkaniques que pour trouver prétexte à une intervention en Arménie. La Russie perdait ainsi une belle occasion de réparer l'erreur de 1878, alors, qu'oublieuse des immenses services rendus par la petite armée de la Principauté, elle confisquait la Bessarabie et n'abandonnait que la misérable Dobroudja.

La conférence des ambassadeurs présidée par M. Sazonov n'octroyait à la Roumanie qu'une insignifiante rectification de frontière : avec, au-

tour Silistrie un rayon de 13 kil., la ligne Popina-Kokardja-cap Chabla (Bulgare) ; *Une aumône*, protestera M. Carp au nom du parti conservateur : « Dans l'état ancien des Balkans, la Roumanie avait sa sûreté grâce à l'équilibre des forces; aujourd'hui que cet équilibre est rompu, nous devons songer à notre frontière. Tous nos hommes d'Etat se sont préoccupés de la question au cas d'une extension de la Bulgarie et de la Serbie. Il nous faut absolument la frontière Turtukaïa-Dobrios-Baltchik ; et, si on ne nous la donne pas, nous devons la prendre. »

Ces protestations qui, fâcheusement ne furent pas entendues par M. Majoresco, président du Conseil (lui-même du parti conservateur), n'étaient que trop fondées. La nouvelle frontière ne garantissait pas la Dobroudja ; « la Roumanie, ayant à soutenir une guerre sur deux frontières aurait peut-être dû subir la sage contrainte de l'évacuer. »

M. Cârp pressentait, certaine et proche, la venue rédemptrice du « droit de défense justifiée » invoqué dans son vibrant appel aux armes.

Il était, en effet, d'ores et déjà admis, que le traité de Londres et la factice Union balkanique ne pourraient bénéficier que d'une précaire existence, que d'une éphémère durée. Les indices

probants, relevés dès les premières semaines de la campagne, dénonçaient la violence de la lutte fratricide immanquablement attendue entre alliés de la veille, lors du partage des opulentes dépouilles.

L'Autriche-Hongrie, comme du reste l'Allemagne, avait escompté la victoire de la Turquie complaisante au *Drang* pangermaniste, *Nach Osten*. L'Autriche-Hongrie, soucieuse de réparer l'erreur de ses prévisions, s'assignera le rôle d'active et d'implacable déboulonneuse de l'Union balkanique. C'est elle, avec l'appui de l'Italie, qui obligera la Serbie à évacuer l'Albanie, traversée par les vainqueurs de Koumanovo et de Monastir pour se frayer une voie vers l'Adriatique. C'est elle aussi qui réussit à faire adopter contre le Monténégro des mesures coercitives internationales pour contraindre le roi Nicolas à céder Scutari à cette Albanie que les puissances, inconscientes des réalités, ont la prétention d'ériger en Etat indépendant.

C'est encore le comte Berchtold qui incite le Cobourg de Sofia à préférer aux laborieuses négociations l'acte brutal, arrachant à la Serbie et à la Grèce les territoires indûment réclamés par la Bulgarie. Ferdinand sait qu'il ne sera pas, cette fois, frustré du prix de ses victoires espérées ;

des garanties lui ont été données non seulement à Vienne, mais aussi à Berlin où a été convenu l'abandon d'Andrinople en échange de Salonique.

La Roumanie n'ignore rien des événements qui se préparent. Le prince de Fürstenberg a été chargé en mai de prévenir le cabinet de Bucarest qu'en cas de conflit entre la Serbie et la Bulgarie la Monarchie prendrait fait et cause pour cette dernière « au besoin par les armes ». Précédemment, au cours d'une mission, le général Conrad von Hœtzendorf, chef d'état-major de l'armée austro-hongroise, avait été plus explicite encore, peut-être même plus pressant. On a, en ces jours, l'impression, d'ailleurs reflétée par l'enfant terrible qu'est la *Danzers Armee Zeitung* (1), d'efforts appliqués du Ballplatz pour détourner la Roumanie de quelques flirts suspects avec la Russie.

Mais le roi Carol — et ce sera là le suprême honneur de son règne — ne se laissera pas influencer par ces avertissements. Les intérêts de son peuple lui commandent de mettre un frein aux avidités toujours plus menaçantes et accentuées de la Bulgarie ; l'équilibre dans les Balkans, que nous savons déjà compromis au point

(1) *Ncuorientierung unserer Balkanpolitik*, 1^{er} mai 1913.

de vue roumain, serait irrémédiablement rompu par le triomphal essor d'une Grande Bulgarie. Une carte annexée à l'ouvrage de propagande *Le camarade du soldat* (1), n'informe-t-elle pas les Roumains des convoitises, étendues à leur préjudice, sur toute la rive droite du Danube ?

La Roumanie doit être ainsi fermement décidée à ne permettre dans l'équilibre des Balkans aucune altération qui pourrait lui être nuisible. Elle le déclare en termes fort explicites, ne serait-ce que par une note remise à Vienne le 17 juin relative à une intervention éventuelle en Bulgarie dans le but « non d'anéantir l'armée bulgare, mais simplement d'établir une situation stable dans les Balkans. »

La Roumanie est non moins décidée à ne coopérer dans aucun cas avec la Bulgarie au détriement de la Grèce et de la Serbie (2). Ce qui revient à dire que son action ne pourra être

(1) M. André Chéradame (*Correspondant*, 25 mai 1914) signale cet ouvrage recommandé par la circulaire ministérielle n° 76 du 14 mars 1907; une huitième édition venait précisément de paraître en 1912.

(2) Télégramme du 15 juin 1913 du Ministre de Grèce à Bucarest à M. Coromilas, Ministre des Affaires étrangères qui, de la part de M. Venizelos avait chargé son représentant de causer avec M. Take Ionesco (cité par M. T. Djuvara dans son volume « *Cent projets de partage de la Turquie*, p. 575).

dirigée que contre la Bulgarie et cela sans avoir à appréhender un empêchement du côté de la Russie (1).

La Roumanie se sait en mesure, grâce à la force de son armée, de soutenir ses revendications ; elle est des états auxquels le cardinal Dubois aurait reconnu le droit de traiter de leurs intérêts.

(1) Lettre de M. Boptchef, Ministre de Bulgarie à Pétersbourg adressée peu de jours avant l'ouverture des hostilités à M. Téodorof, Ministre des Finances : « J'ai vu aujourd'hui le prince Troubetzkoï ; il m'a dit : « Soyez certain qu'en cas de conflit la Roumanie occupera votre territoire et nous ne nous y opposerons pas. »

.

.

.

La Roumanie pendant

et après la guerre inter-balkanique

1912

**L'armée. — L'intervention en Bulgarie (juillet). —
Le traité de Bucarest (10 Août). — La question
de l'irrédantisme. — Les confins stratégiques.**

Cette armée, dont le colonel (depuis général) G. Jannescu (1) a été l'érudit historien réalisait en 1913 les bénéfices de la grande réforme pré-

(1) Ancien élève de notre école de Fontainebleau. Eminent professeur du cours de géographie à l'École supérieure de guerre, directeur du service géographique de l'armée, un des plus actifs animateurs de l'œuvre de préparation de la jeunesse au service militaire. Ecrivain militaire réputé: *Armata Romania; Ce a fost, ce este, ce arputea sa fie* (premier volume 1906). — *Curs de geografie militara* (1889-91) — *Studii de geografie militara* (1894) — *Romania si Tarile Vecine* (1903).

parée en avril 1908, dans des conditions difficiles de politique intérieure, par le général Averescu.

Peu après, une nouvelle loi organique, basée sur le principe du service obligatoire, autorisait une utilisation, sinon plus complète, tout au moins plus rationnelle des ressources offertes par une population de 7 millions d'âmes. Le contingent fournit environ 85.000 inscrits (81.000 reconnus aptes) sur lesquels 46 à 47.000 jeunes gens sont incorporés par voie de tirage au sort ; l'excédent revient directement à la milice. La durée du service militaire portée de 19 à 21 années, se répartit comme suit :

ACTIVE. — 7 années (de 21 à 27 ans). — *Infanterie* : deux années de présence sous les drapeaux et cinq années de réserve. — *Troupes montées* : trois années de présence sous les drapeaux et quatre années de réserve. — *La cavalerie* reçoit en outre, au titre des *calarashi* ou hussards noirs, une catégorie spéciale de volontaires (environ 3.500) qui se montent à leurs frais et accomplissent leur service par périodes. (Service alternatif, *cu shimbul*).

RÉSERVE. — 10 années (de 28 à 38 ans).

MILICE (territoriale). — 4 années (39 à 42 ans).

Sur ces données, le bilan des forces disponibles

peut se dresser avec une suffisante approximation :

		Hommes
<i>Active</i>	} Deux classes sous les dra- peaux.....	92.800
		} Cinq classes de la réserve de l'armée active (avec déchet évalué à 25 0/0).....
<i>Réserve</i>	} Huit classes instruites des deux catégories existantes antérieurement à 1908 (avec déchet évalué à 33 0/0)....	
		TOTAL des hommes complètement ins- truits
<i>Milice ou Terri- toriale</i>	} Cinq classes provenant de l'armée active. Seize clas- ses (de 34 à 35.000 hommes) versées directement dans la milice (il serait peut-être plus exact de dire dans la disponibilité), déchet évalué à 33 0/0.	
		TOTAL des hommes non complètement instruits
TOTAL GÉNÉRAL.....		<u><u>868.000</u></u>

La marine compte une trentaine de petits bâtiments avec un personnel de 240 officiers (ou assimilés) et de 2.580 hommes.

Le budget ordinaire et normal porté progressivement de 56 millions à 75, puis à 81 vers 1912, devait voisiner 100 millions en 1914.

Cinq corps d'armée, deux divisions de cavalerie et dix divisions de réserve (dont cinq de campagne) constituent la superbe armature de la puissance militaire du royaume.

Le corps d'armée comprend : deux divisions d'infanterie, une brigade de cavalerie (calarashi), un groupe d'artillerie lourde, un demi-bataillon du génie, les services.

La division compte : deux brigades de deux régiments (trois bataillons, sections de mitrailleuses) ; un bataillon de chasseurs (vinatori) ; trois escadrons de cavalerie ; deux régiments d'artillerie chacun à six batteries de quatre pièces de 75 Krupp T. R. M. 1903 (1), avec sections de munitions ; les services.

(1) Première commande de 306 pièces sous le Ministère de Stourdza — d'autres commandes suivent. Le général Herjeu, ministre de la guerre au moment de la guerre turco-balkanique, profitera avec beaucoup d'habileté des circonstances pour obtenir des Chambres les crédits nécessaires à la dotation en artillerie des unités de réserve, dotation prévue mais qui, jusqu'alors, ne s'était pas imposée d'absolue urgence. Cette dernière pro-

La division de cavalerie est formée de deux brigades à deux régiments de roshiori (hussards rouges) ; soit vingt-quatre escadrons avec sections de mitrailleuses, compagnie cycliste et groupe de batteries.

Les manœuvres de fin septembre 1912 avaient été démonstratives du parfait rendement de la robuste machine.

Les manœuvres annoncées devaient opposer dans la région de la Dobrogea le V^e corps (général Boteano) au II^e corps (général Crainiceano) (1), chaque corps ajoutant à ses deux divisions actives une division de réserve ; de plus, au II^e corps (Bucarest) revenait une division de cavalerie (six régiments de Roshiori) sous les ordres du général Moustatza et au V^e corps (Dobroudja) la brigade indépendante (trois régiments) du général Soulesco. Le programme comportait diverses expériences, notamment celles relatives à l'emploi, pour la traversée de larges cours d'eau, d'un nouveau matériel de pontage.

Les manœuvres avaient été préparées de longue

vision fait partie de certaines mesures que la Roumanie ne pouvait se dispenser de prendre ; toutefois, il ne fut pas procédé, ainsi que le bruit en a été répandu, à une mobilisation, même partielle.

(1) Aujourd'hui, le très avisé collaborateur militaire de l'*Averescul*.

main ; elles durent pourtant être modifiées, presque à la onzième heure, l'état-major général ayant à tenir compte de la situation troublée qui se présentait. Le général Averescu (1) n'hésita pas, avec l'aide du colonel Christesco (2) à façonner hâtivement un nouveau programme répondant à un double desideratum : ne pas déplacer le V^e corps et transporter la manœuvre hors de la Dobroudja où une accumulation de troupes aurait pu provoquer l'éveil d'intempestives susceptibilités.

Les manœuvres se développèrent dans la zone Ploesci-Tirgovistea-Bucarest, avec effectifs réduits de six à quatre divisions.

Je n'insisterai pas sur les résultats tactiques et techniques de cette prise d'armes à laquelle, au retour des Balkans, j'ai consacré quelques pages

(1) (Chef d'état-major. Le précieux mainteneur de la doctrine et de la méthode dans le service d'état-major auquel il a appartenu durant la majeure partie de sa carrière. Son rôle comme chef du bureau des opérations et comme Ministre de la guerre (1907-1909), le place au tout premier rang. Aujourd'hui, inspecteur général.

(2) Sous-chef d'état-major, appartient à l'arme de l'artillerie, un des précepteurs militaires du prince Carol fils du prince héritier (le roi Ferdinand actuel). Après avoir suivi les cours de notre école de guerre, enseignait à son tour la tactique à l'école de guerre de Bucarest.

Présentement confirmé dans ses fonctions de sous-chef d'état-major.

dans la *Revue militaire générale* (janvier 1913). Qu'il suffise de constater l'achèvement de la dernière phase d'une évolution suivie depuis trente années avec une remarquable méthode, consciente de la plus précise, de la plus sage doctrine. De fixes points de repère jalonnent l'ascension : à l'origine le régiment comporte un bataillon actif et deux bataillons de milices territoriales (cuschimbul) ; un peu plus tard, il présente deux bataillons actifs et un bataillon de milices territoriales. Ce dernier disparaît enfin (1908) ; la milice ne sera plus représentée dans les formations de campagne que par les calarashi.

Une période quelque peu prolongée de tension politique permettra encore au Ministre de la Guerre de ne rien négliger pour actionner l'armée dans les plus brillantes formes.

*
**

La mobilisation, officiellement décrétée (1) le 6 juillet, et la concentration s'exécutent avec une parfaite aisance.

(1) Elle donne lieu à des manifestations populaires qui témoignent des sentiments hostiles de la masse à l'égard de l'Autriche-Hongrie ; fournit 467.000 hommes.

L'armée, sous les ordres du prince Ferdinand que le général Averescu assiste en qualité de chef d'état-major, comprend les cinq corps, les deux divisions de cavalerie et cinq divisions de réserve.

Les I^{er} corps (général Cotescu) (1), II^e corps (général Crainiceanu), III^e corps (général Jarca) (2), IV^e corps (général Zambzino) — deux divisions de réserve — les deux divisions de cavalerie (généraux Bogdan et Mustatza) constituent la masse principale opérant dans la direction de Sofia.

Trois divisions de réserve garnisonnent le camp retranché de Bucarest.

Le V^e corps et une division de réserve sont affectés à la Dobroudja. Le général Culcer (3) y pousse le 11, deux de ses colonnes ; l'une par Turtukaï ; l'autre sur Dobritch où s'établit la 10^e division. Varna est occupé le 15. La flottille bulgare, un contre-torpilleur et quatre torpilleurs, est réfugiée à Sébastopol.

En ce même temps, le 13, les avant-gardes de l'armée principale, passaient le Danube par des moyens de fortune (canots, bachôts, etc.). Le gros traverse les 14 et 15 ; la droite (I^{er} corps et 1^{re} di-

(1) Récemment nommé chef d'état-major général en remplacement du général Zottu, admis à la retraite.

(2) et (3) Tous deux devenus inspecteurs généraux d'armée et retraités le 1^{er} avril 1916.

vision de cavalerie) à Rahova, le centre à Corabia (ponts du système Birago consolidé), la gauche à Turnu Magurele (pontons).

Aussitôt le I^{er} corps marche sur Wratza flanqué et précédé à l'est par la 1^{re} division de cavalerie (général Bogdan) ; elle recherche vers Ferdinando (Kutlowika) la I^{re} armée bulgare précédemment autour de Belegradchik. Mais le général Koutintchef opère déjà son recul sur Sofia par Berkovitzza et le col de Ginci. Les escadrons, avec le 5^e bataillon de chasseurs qui leur sert de soutien, ne pourront accrocher et ramasser que l'arrière-garde du général Serakof (régiments n^{os} 17 et 34 de la 9^e division.) (1)

Le 23 l'armée garnit le front Berkovitzza-Orhanje. La 1^{re} division R à Wratza ; le 1^{er} corps à Orhanje, au seuil du col de Baba Konak ; le IV^e corps à Etropoi couvert dans la direction de Statitzza par la 2^e division de cavalerie. En seconde ligne le III^e corps à Zumakof, le II^e corps à Lukowitz. Plus en recul, la 2^e division R à Bela Slatina ; la 33^e brigade, de garde au quartier général à Plevna.

(1) Cette 9^e D. B. a commencé vers le 9 à quitter la région ; elle est appelée à renforcer la II^e Armée qui, ayant dû reculer devant les Grecs, se prépare à reprendre l'offensive.

La 1^{re} division de cavalerie à l'extrême droite tiendra le 20 par Petrohan, vers Belegradchik, le contact avec le groupe détaché de la II^e armée serbe pour investir la place de Vidin. Vidin que les Roumains (1^{re}, 2^e et 4^e divisions) assiégèrent en janvier 1878, inscrivant à la date du 24 dans leurs annales le brillant assaut des redoutes et tranchées du secteur Capetanaoz-Somrdan-Novoselz ! Vidin que le capitaine bulgare Uzunono (les chefs de l'armée victorieuse à Slivnitza ne dépassaient pas ce grade) eut à défendre, fin novembre 1885, contre les attaques du général serbe Lesicianin.

Ces souvenirs en évoquent d'autres.

Rahova rappellera au roi (1) les journées des 19 et 20 novembre 1877 si glorieuses pour ses miliciens (Dorobanz) (2) : la sanglante lutte du régiment n^o 10 s'élançant du plateau de Selanowzi :

(1) Le Prince Charles reportait volontiers à un ancêtre l'honneur d'avoir été le premier soldat de la maison de Hohenzollern, portant dans ces quartiers de victorieuses enseignes. Frédéric de Zollern, burgrave de Nüremberg, accompagnait en 1396 le roi Sigismond de Hongrie qui prit Rahova et Vidin avant d'être dérouteré sous Nicopolis par le Sultan Bajazet. Ce dit Frédéric fut gratifié en 1415 par l'empereur Sigismond de la marche de Brandenburg (Sturdza — *Die Entwicklung Rumâniens unter König Carol und der Balkankrieg* — *Deutsche Revue*).

(2) Les Dorobantii qui subsistent de 1872 à 1891 sont ensuite remplacés par les régiments mixtes (1891-1905).

la superbe résistance du régiment n° 1 posté par le général Meyendorf sur l'Ogost, barrant aux Turcs le chemin de Lom-Palanka.

Et encore, pour ne pas négliger la plus instructive contribution du passé au présent qui peut encore être valable dans l'avenir. Par deux fois, en novembre-décembre 1877 et en juillet 1913, les mêmes itinéraires aboutissent aux mêmes emplacements. Le général Gurko (1) subira la contrainte d'être immobilisé durant six semaines sur le front Orhanjé-Etropol en face des ouvrages dont les soldats de Schakir Pacha ont garni, d'abord le défilé de Prawza ensuite les cols d'Arab Konak et de Wratschesch. Les portes forcées, il célébrera le 4 janvier 1878 son entrée libératrice dans Sofia.

Le prince Ferdinand stationne de parti délibéré sur le front Orhanjé-Etropol ; aucun obstacle n'entrave sa marche ; les patrouilles de cavalerie atteignent Svogje-Kurilo-Novo Selci et Panagjuriste. Un bond, d'une amplitude ne dépassant pas vingt kilomètres, permettrait l'occupation de Sofian... Mais les Roumains — ainsi que M. Ianesco l'a donné à entendre le 25 — ne s'y porteront que

(1) 1^{re} et 2^e divisions de la garde, brigade de chasseurs de la garde, 3^e Division d'infanterie, 2^e division de cavalerie de la garde ; la 3^e division de la garde rejoint après la chute de Plevna.

pour en interdire l'accès aux Serbes... Les Bulgares vaincus ne subiront pas d'humiliations.

Le Césarion couard -- le général Savof, dans de libres propos à Constantinople, lui administrait des épithètes encore plus catégoriques, — après avoir vainement cherché vers le 15 à négocier une paix séparée avec la Roumanie, après avoir été éconduit par Vienne et par Pétersbourg, se résigne à implorer la paix.

Le roi Carol aussitôt intervient à Athènes, Belgrade et Cettigné : (1).

« S. M. le roi de Bulgarie s'est adressé à moi
« avec la prière d'intercéder auprès de Votre Ma-
« jesté pour accélérer la conclusion de la paix.

« La connaissance que j'ai de la situation géné-

(1) *Egalement à Constantinople. Les Turcs s'étaient obstinés à ne pas vouloir démobiliser attendant eux aussi l'occasion qu'ils savaient prochaine, de déchirer le traité de Londres et de récupérer Andrinople, où Enver Pacha rétablit le 23, l'autorité ottomane.*

La dépêche au Sultan portait:

Le roi Charles de Roumanie, s'autorisant de la sympathie qu'il a toujours marquée pour l'empire ottoman, et des bons offices rendus, lors de la conclusion de la paix avec l'Italie, adresse un télégramme au sultan pour attirer son attention sur la déception que pourrait éprouver la Turquie à la suite de l'action militaire entreprise dans une région dont le sort a été catégoriquement réglé par l'Europe. »

« rale et des rapports entre les grandes puissances, qui n'admettront pas une trop grande diminution de la Bulgarie, me fait un devoir d'attirer l'attention de Votre Majesté sur l'état précaire dans lequel se trouve ce pays, et sur l'intérêt que nous avons d'arriver le plus tôt possible à un armistice, après avoir préalablement établi les mesures militaires les plus urgentes. »

« Je ne doute pas que Votre Majesté ne voie dans ma démarche une nouvelle preuve de l'amitié que je lui porte ainsi que de mon intérêt pour l'avenir de son pays, qui doit comme nous désirer que l'équilibre de la péninsule balkanique, exigé par l'Europe entière, ne soit pas trop ébranlé. Toute nouvelle effusion de sang ne pourrait qu'empirer la situation. »

Les conditions de l'armistice devaient être réglées à Niche où les présidents des conseils étaient invités à se rendre ; le siège de la conférence fut toutefois, dès le 25, transféré à Bucarest. En sa première séance, le 30, MM. Majorescu, Pasitch, Venizelos, Voukotitch et Tontschef (1) conviennent de l'armistice immédiatement notifié aux armées. Les négociations, prolongées de deux jours, abou-

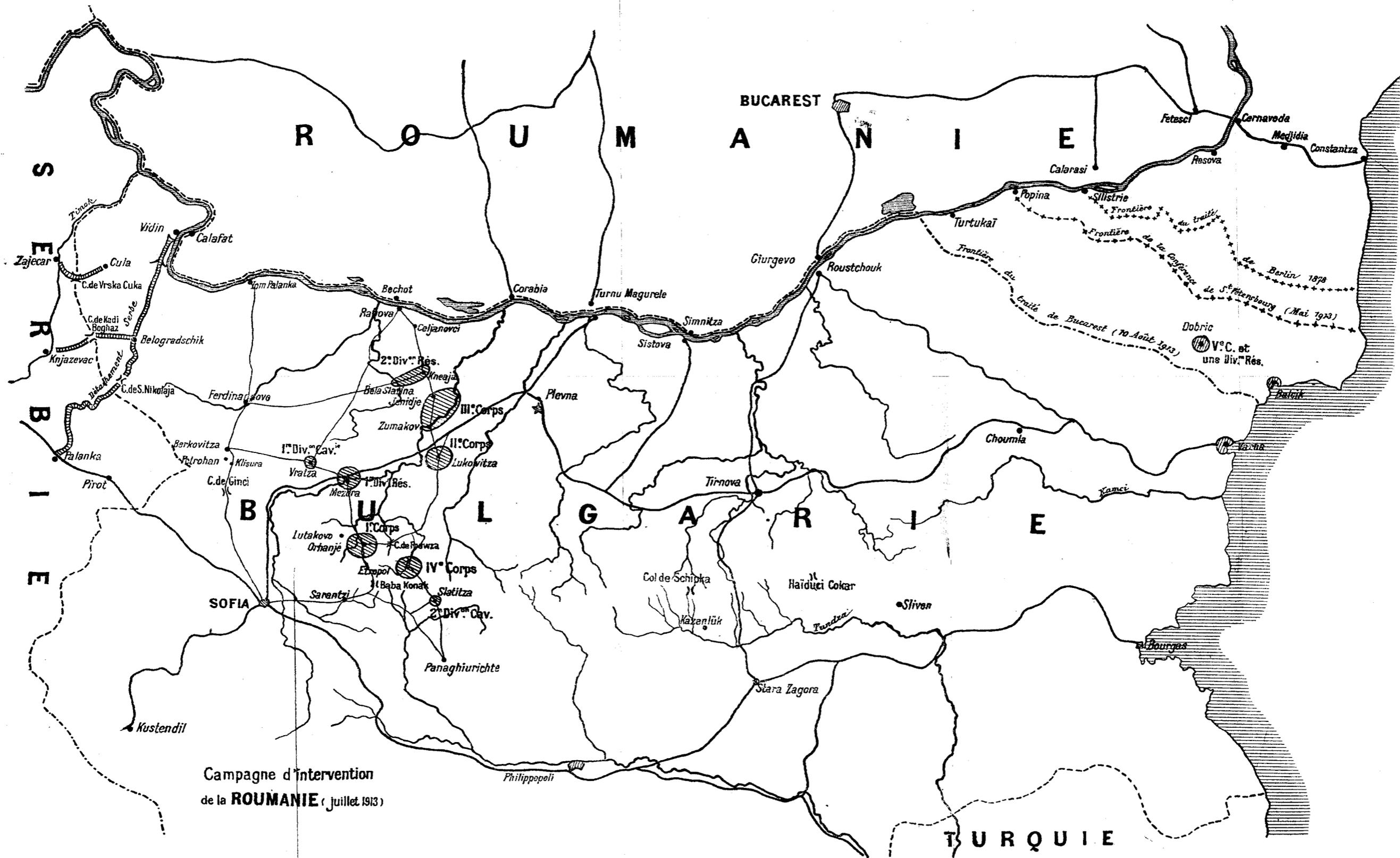
(1) Remplace M. Danef que le général Savof, ayant reconquis influence et autorité, a fait débarquer.

tissent le 7 août aux préliminaires du traité de Bucarest, ratifié le 10.

La Roumanie obtenait de la Bulgarie, non le quadrilatère entier, mais seulement la ligne Tutra-kan—cours de Tekedere—cours de l'Ekrene—Bal-cik ; Rouschouk et Schoumla seraient démantelées. Le gain territorial n'était que médiocre (8.340 k. c. avec 302.000 habitants). Par contre, importante rectification de frontière, sur laquelle insistait lourdement le *Militär Wochenblatt* du 27 septembre 1913. De fait, le nouveau tracé favorise le débouché au Sud et au Sud-Ouest dans des conditions de commodité que ne pouvaient exploiter les manœuvres stratégiques de 1877-78 et de juillet 1913 ; M. Carp — ne l'oublions pas — estimait que cette frontière était suffisante pour permettre à la Roumanie, le cas échéant, de mener la guerre sur deux fronts.



L'Autriche-Hongrie et l'Italie s'étaient empressées d'appuyer à Athènes et à Belgrade les conseils du roi de Roumanie.



Campagne d'intervention
de la **ROUMANIE** (juillet 1913)

« Il a été dit que cette pression était regrettable, qu'elle constituait une nouvelle forme de la politique du Ballplatz qui réclamait pour les Balkaniques le droit de se battre lorsque l'on y croyait que les Bulgares seraient vainqueurs des Serbes et des Grecs et qui exige, maintenant que ceux-ci sont victorieux, la cessation immédiate des hostilités. Cette manifestation qui affecte d'être inspirée par le souci de la paix européenne et de l'équilibre balkanique, n'a au contraire d'autre mobile que la satisfaction d'intérêts particuliers de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. La Russie ne s'y est pas associée, l'Allemagne non plus et elle a eu lieu en dehors de toute participation de la France et de l'Angleterre. *Par contre, la Roumanie a montré que la conception de sa politique extérieure coïncidait de nouveau avec celle de l'Autriche-Hongrie.* »

Je ne jouis pas, comme l'auteur de l'article dont je reproduis un extrait — soulignant la dernière phrase — de mes grandes et petites entrées dans les ambassades ou ministères ; je ne tiens pas non plus l'emploi d'un Arrias. Nonobstant je prendrai licence de contester le bien fondé de l'appréciation relative à la politique extérieure de la Roumanie.

1° Au point de vue militaire, l'état-major bui-

gare déclare que l'intervention de la Roumanie a été le seul empêchement à la contre-offensive qui, sans le moindre doute, devait procurer au général Ivanov une victoire décisive.

De fait, au moment de l'entrée en Bulgarie des formes roumaines, la I^{re} armée bulgare ne laissant sur le Timok qu'un faible rideau, commençait à déplacer des troupes, viâ Samokof, pour déboucher dans le flanc de l'armée du roi Constantin, soit par la passe du Prédil, soit par Iakorouda.

L'armistice imposé le soir du 30 juillet aurait donc arrêté net le succès de la II^e armée bulgare rejetant déjà au loin la gauche hellénique.

Et le rapport officiel, publié en français, sur les opérations de cette II^e armée, ajoute : « En concluant, on peut dire en pleine sincérité que l'armistice de cinq jours conclu à Bucarest a sauvé l'armée grecque d'un désastre — désastre qu'elle devait forcément subir pour avoir naïvement cru qu'elle pourrait « hardiment » occuper le terrain dans une vallée sans prendre les mesures les plus élémentaires pour sa sécurité ».

Ainsi, sans conteste possible, l'intervention du roi Carol causait un grave préjudice à ceux, qu'il aurait eu au contraire le devoir de favoriser, s'il avait été réellement le client du Ballplatz ;

2° Au point de vue diplomatique comme ci-

dessus, je céderai la parole à un représentant de l'opinion bulgare ; les conclusions à tirer de ces paragraphes n'en auront que plus de poids.

M. Michev, le verbeux directeur du périodique *Scobodno Mnienie* (L'opinion libre), écrit à M. Jean Finot, directeur de la *Revue*, une lettre à laquelle j'emprunte le passage ci-après : « L'Europe a connu trois fautes internationales et fatales, trois crimes envers les peuples, la civilisation et l'humanité. Le premier crime est le partage de la Pologne, le second, l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne et le troisième est celui qui eut lieu à Bucarest en 1913, le partage de la Macédoine et l'amputation de la Dobroudja du corps bulgare. »

« L'injustice envers la Pologne ébranla toute l'Europe et fit de la Russie une vassale de l'Allemagne. L'annexion de l'Alsace-Lorraine pendant plus de 40 ans transforma l'Europe en camp armé. Le partage de la Macédoine entre Grecs et Serbes créa une Pologne balkanique ; l'annexion de la Dobroudja par la Roumanie, une Alsace balkanique (*Revue*, 15 juin-1^{er} juillet 1915). »

Or, l'Autriche-Hongrie a mis en œuvre tous les moyens à sa disposition pour faire avorter les travaux de la conférence de Bucarest.

La veille de la signature du traité, le 9 août,

elle réclamait l'assistance de l'Italie aux fins d'engager contre la Serbie « une action défensive ». Le cabinet de Rome se refusa à faire jouer le « *casus fœderis* » (Déclaration de M. Giolitti le 5 décembre 1914 à la Chambre italienne).

Le lendemain de la signature du traité la presse officieuse entamait une campagne en vue de la rescision d'un accord qui ne pouvait être durable. Je citerai, parce que les plus empressés à se conformer au mot d'ordre : la *Wiener Allgemeine Zeitung*, la *Reichpost*, la *Sudslavische Correspondenz* et, bien entendu la *Danzers Armee Zeitung*.

En la circonstance, le vouloir obstiné du roi Carol à tenir, ainsi qu'il en a conscience, son rôle d'arbitre dans le conflit interbalkanique apparaît tout le contraire de celui d'un client du Ballplatz.

Le plus proche de la vérité est que le Régisseur des intérêts nationaux de la Roumanie a agi en pleine indépendance, manifestant pour la première fois son intention de se libérer de toute contrainte en désaccord avec les devoirs de la Couronne envers le peuple. Instruit par une expérience qui date à peine de quelques mois, le souverain répudie cette fois tout patronage gênant, quitte à encourir le mécontentement de l'Autriche-Hongrie ; il n'en a du reste que médiocre souci,

l'appui diplomatique de l'Allemagne lui étant assuré. Celle-ci refrénera les velléités par trop belliqueuses, pour l'instant inopportunes, de son « brillant second » et veillera sur la part de butin chapardé par sa vassale turque. L'Empereur Guillaume était ainsi amené à se prononcer contre la Bulgarie, attitude dont bénéficiait la Roumanie. Le roi Carol en remercia son auguste parent par un télégramme alors fort commenté : « Grâce à toi, la paix restera définitive ».

M. Auguste Gauvain (*Les origines de la guerre européenne*, p. 41) prendra prétexte de la cordialité de ces rapports pour insinuer que Guillaume II n'avait pas prêté gratuitement ses bons offices à Charles I^{er}. « En échange de l'appui du Hohenzollern de Berlin en des jours difficiles, le Hohenzollern de Bucarest avait sans doute pris des engagements pour le cas d'un conflit européen. Cette considération ne dut pas être sans influence sur la résignation provisoire de l'Autriche-Hongrie devant le fait accompli. »

Quel que soit le caractère de ces conjectures risquées, la Roumanie n'eut pas précisément, par la suite, à se louer « de la résignation provisoire de l'Autriche-Hongrie ». La fâcherie se traduit devant l'opinion publique par la progressive violence de la campagne de presse que j'ai déjà eu à

signaler. Cette nouvelle phase aboutit au brutal éveil de certaines méfiances ; leur raison, leur valeur significative méritent d'être recherchées, à quoi je m'appliquerai par un exposé de la question de l'irrédentisme roumain, et par l'examen des mesures militaires qui s'y rapportent.

*
**

M. Emmanuel de Martonne (1), dans son article de la *Revue de Paris* (Les conditions d'une intervention roumaine, 15 mai 1915) s'appuie sur l'origine karpathique du royaume danubien pour expliquer l'existence, maintenue au cours des siècles, de ses colonies ethniques en Transylvanie et dans le Banat.

En Transylvanie « citadelle de la race » demeurent 1.472.000 Daciens représentant 55 0/0 de la population globale (Magyares 34 0/0, Allemands 9 0/0).

Dans le Banat, la localisation du roumanisme se subordonne à un prudent contrôle des statis-

(1) Du même chez Armand Colin : *La Valachie*, remarquable essai de monographie géographique.

tiques pour ne pas entamer la part qui reviendra au royaume Iougo-slave des Karageorgevitch.

Trois départements, Torontal (ouest), Tèmes (centre), Krasno (est) constituent le groupe administratif du Banat. Au point de vue des revendications nationales, la région montagneuse du Krasno se rattache sans conteste à la Roumanie. Au centre, l'élément latinisé l'emporte encore et de beaucoup sur l'élément slave, exception faite des districts bordant le fleuve. A l'ouest, la *Liga culturale* (1) ne peut guère prétendre qu'à quelques parcelles : Weisskirchen, Temesvar et Szegegin.

Ainsi, la nappe roumaine ne couvre pas en entier le territoire du Banat ; le secteur nord-ouest et un quartier des paluds se dérobent. Au sud la limite ethnique serait donc à éloigner de la rive gauche du fleuve ; une autre considération — celle-ci d'ordre militaire — exige ce tracé pro-

(1) *La ligue culturale* a pour président actuel le R. P. Lucaci un des plus ardents apôtres de la cause de ses frères de l'Ardeal. Fait partie de la Fédération unioniste des groupes interventionnistes dont les leaders sont MM. Filipesco et Take Ianesco (conservateurs et conservateurs démocrates). La Fédération embrasse également : le parti national (ligue universitaire), l'Union latine, l'Amitié franco-roumaine et l'Association des Gardes de la Dignité. (*La Garda demnitettei nationala*, autrement dit les G. D. N., les Gédénistes).

curant à la capitale serbe et à l'entonnoir de la Morava une indispensable zone de couverture.

Tablant sur ces diverses données, M. Seton-Watson dessine sur la carte jointe à sa brochure (1) si bien informée, les contours de l'aire roumaine laissant à la Serbie la bande méridionale du département de Tèmes, un notable lot du Torontal, s'abstenant d'entailler vers Szegedin, dans l'angle entre la Theiss et la Maros.

On ne saurait, à mon avis, départager avec une plus équitable sagesse.

Il fut longtemps de bon goût à Vienne et à

(1) *The Balkans, Italy and the Adriatic* (Londres-Nisbet).

L'article de M. Louis Léger, dans la revue *La Science et la Vie* (nov. 15), présente aussi des cartes fort recommandables.

La revue hebdomadaire enregistre le 26 juin 15 la thèse roumaine et le 7 août la thèse serbe. Le précieux et patriotique concours fourni par la *Revue hebdomadaire* aux diverses œuvres d'union latine se traduit, en ce qui concerne la Roumanie, par toute une série d'études et de conférences, desquelles nous retiendrons : une *manifestation franco-roumaine* (16 janvier 15). — *L'Union balkanique; la question nationale roumaine et les Roumains d'Autriche-Hongrie*; M. Jean Cantacuzène (20 mars). — *L'intervention italienne et l'attitude de la Roumanie jugée par un roumain*; M. Dascovici (26 juin 15).

De la *Revue du Foyer* (également éditée par la Maison Plon), deux articles à relire : *Chez nos frères de Roumanie*; conférence de M. Lacour-Gayet (1^{er} avril 18). *L'influence intellectuelle de la France en Roumanie*; conférence de M. Xénopol (15 juin 14).

Budapest d'ignorer — du reste, tempérées par le roi Carol — les aspirations de l'irrédentisme roumain. Les journaux hongrois (*Pester Lloyd*, *Magy Ararszag*, etc.) ne s'enhardiront guère que fin 1913 à imaginer le danger d'une attaque brusquée. Ils clament l'urgence d'organiser défensivement la frontière exposée aux atteintes d'une coopération serbo-roumaine !

« *Das schutzlose Siebenbürgen* » peut être tourné par les vallées de la Cserna et de la Temes : la Roumanie dispose, pour franchir les Carpathes de neuf bonnes routes, de trois lignes ferrées et de cinq tronçons aiguillés vers les cols. Krons-tadt, Hermannstadt et Sepsi Georgy doivent servir de points d'appui (Gürtelfestungen) à une solide base elle-même garantie par des forts d'arrêt, dans la vallée du Zsil, dans les passes d'Oiloz-Gyimès, de Toelgyiès et encore plus à l'ouest, vers Szurduk et Orsova.

Les chambres hongroises (première semaine de mai) étaient saisies de la question ; les exigences du « *Siebenbürger Bund* » — récemment fondé par le professeur d'université D. Aparthy — se répercutent jusqu'à Vienne, ce qui vaudra à la *Neue Freie Presse* une violente algarade de la part de la *Danzers Armée Zeitung* (4 juin) niant la « *dakorumänische Gefahr* ».

Le comte Julius Andrassy affecte également sur ce dernier point, un confiant scepticisme. Il est néanmoins partisan du système défensif à opposer, dans sa pensée, aux assauts du panslavisme : « En l'éventualité d'une grande guerre mondiale, ces fortifications peuvent, suivant toutes les hypothèses envisagées, nous rendre de précieux services, aussi bien dans le cas de la Roumanie marchant avec nous — sur quoi je compte de façon certaine (worauf ich bestimmt rechne) — que dans le cas d'une Roumanie ne participant pas à la guerre, même dans celui d'une Roumanie se plaçant contre nous. » (interview publiée par l'*Az Est*, 9 mai).

Quoi qu'il en soit, à cette date extrême, le Ministre de la Guerre n'a plus le temps de se laisser absorber par des questions d'ordre secondaire.

C'est aux dirigeants de la politique extérieure de la Monarchie qu'il appartient de veiller et, avec vigilance car la situation se complique d'inquiétante façon.

La Russie travaille à restaurer l'Union balkanique. M. Pachitch et M. Venizelos se sont rendus à Pétersbourg (premiers jours de février) où, sous les auspices de M. Sazonov, ils confèrent avec le général Radko-Dimitriev, ministre de Bulgarie.

Les deux hommes d'Etat, au retour, s'arrêtent à Bucarest.

Les relations entre la Grèce et la Turquie sont tendues à l'extrême. Un nouveau conflit menace d'embraser les Balkans ; il existe, à n'en plus douter, un accord turco-bulgare ; la Grèce et la Serbie se sont assurées une assistance réciproque ; on espère à Athènes et à Belgrade que la Roumanie ne restera pas spectatrice indifférente de ce dangereux déchirement, qu'elle se posera pour la seconde fois en gardienne avisée de la paix dans les Balkans.

Et, par surcroît, l'Autriche-Hongrie veut la guerre ; elle ne cherche qu'un prétexte pour se jeter sur la Serbie. Or, comme le tsar n'a pas laissé ignorer à Berlin et à Vienne (1) qu'il ne tolérerait dans aucun cas cette attaque provoquée, l'heure était venue d'inviter la Roumanie à faire

(1) Article de M. Také Ianesco (*Grande Revue*, février 15).

Nous retrouverons dans cette revue (15 juillet) un autre article qui, à certains points de vue, peut nous intéresser : *La Roumanie et la question des Dardanelles*. L'auteur avisé de cette étude réfute sans peine la thèse de M. Basilescu, député et professeur à l'Université de Bucarest : « Lorsque les Russes s'installeront à Constantinople, la Russie sera maîtresse souveraine de la vie et de la mort de la Roumanie... La Roumanie n'acceptera pas cette servitude. »

connaître ses intentions définitives. Le marquis Pallavicini (ambassadeur à Constantinople) chargé de la démarche (avril), ne réussissait pas à convaincre le roi Carol de la nécessité de s'associer à une *agression préventive* contre la Serbie (1).

Ce refus dénotait tout au moins, dans des circonstances graves, la persistance du refroidissement dont les journaux hongrois, autrichiens et allemands se préoccupaient depuis déjà quelques mois. La *Zeit* déplorait (6 janvier 1914) que l'Autriche-Hongrie se soit aliénée la Roumanie ; la *Kölnische Zeitung* (avril) constatait que l'antagonisme, que le différend entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie survenus au lendemain de la paix de Bucarest, prenaient de jour en jour une forme plus aiguë.

Une chose cependant se manifestait en toute évidence : « La Roumanie, jadis alliée précieuse et excellente cliente » (*Tägliche Rundschau*, mars) cessait d'être une amie sûre et sincère. La folle politique nationaliste de la Hongrie était responsable de cette froidure ainsi que le confessait, avec une loyale franchise (2) dans la livraison

(1) M. Také Jonesco, article du *Giornale d'Italia*, 21 janvier 1915.

(2) Seine wahnwitzige Nationalitätspolitik die Rumâmeis direkt dem Irredentismus in die Arme zwingt.

d'octobre 1913 de l'*Oesterreichische Rundschau*, M. Vaida, un des rares députés du royaume non asservi à M. Tisza.

Conclure toutefois de cette attitude à une défection était peut-être exagéré et par trop dans la manière des organes du proconsul de Budapest ; ils fourniront, en fin de cause, à la *Danzers Armee Zeitung* (18 juin) l'incisive appréciation que je m'abstiendrai de traduire : « *von magyarischer Seite wird das Abschenken Roumaniens als eine vollzogene Tatsache genommen.* »

Quoi qu'il en soit, en ces jours, l'incertitude paraît autoriser le ministre de la guerre de Vienne, à demander à l'état-major général, le plan adéquat au cas qui se présente. Tous ont été prévus, étudiés et retouchés.

Je les envisagerai, à mon tour, à l'aide des publications tant austro-hongroises et allemandes que roumaines qu'il m'a été donné de collectionner notamment à deux époques d'une particulière productivité : la première autour de 1885-88, la seconde en 1909, lors de l'aventure bosniaque (das bosnische Abenteuer) « exploit du Moloch « militarismus dont les heureuses conséquences « furent de permettre à la Monarchie de se res- « saisir et de reprendre conscience de son rôle « de grande puissance »...». tel était le langage

de la *Danzers Armée Zeitung* (3 juin 1909) que je ne puis me dispenser de citer fréquentes fois parce que d'un franc parler, d'un chauvinisme fort instructifs... et — l'avouerai-je — que j'ai aussi pris plaisir à mettre directement en cause.

Je ne ferai, bien entendu, emprunts qu'aux seules études objectives, écartant de la série les quelques spécimens de *Kriegsromane* qui ont pu s'y introduire, imitations frelatées et avilies de la célèbre bataille de Dorking.

*
**

De tout temps et de façon invariable le processus stratégique a assigné à l'offensive austro-hongroise dirigée contre la Russie : un but principal, — le triangle polonais Varsovie-Ivangorod-Brest Litovsk — et un but secondaire, — le triangle volhyhien Dubno-Rovno-Luck.

A cette stable conception se rattache, sans la moindre difficulté, la tâche revenant à la Roumanie, alliée aux Empires du centre, sur la droite de la grande armée de Galicie. Au pis aller, elle

alimente la flanc-garde. Au mieux, — sans compromettre ses propres sûretés — elle peut participer à une action offensive débouchant de la Galicie orientale ou de la Bukovine, par Jitomir et Chmerinka, vers Kiev.

La brochure *Der Krieg in Galizien im Frühjahr 1888* délaye doctement la matière. Un second écrit, *Die Bedeutung Roumaniens in dem bevorstehenden österreichisch = deutsch = russischen Krieg*, pousse même la complaisance jusqu'à tracer l'itinéraire, de Hermannstadt à Chotin, du XII^e corps auquel les corps roumains de Iassy, de Galatz et de Bucarest emboitent le pas. En somme, le gros des forces roumaines est employé à la conquête de la Bessarabie qui sera le prix de la coopération.

Les deux brochures que je viens de citer ne consacrent que quelques lignes à l'in vraisemblable hypothèse de la Roumanie faisant cause commune avec la Russie et pénétrant en Transylvanie.

C'est, vers cette même époque, à la *Streffleurs OÖsterreichische Militärische Zeitschrift* que nous devons nous adresser pour pénétrer les desseins prêtés par l'Autriche-Hongrie à une offensive roumaine. L'étude serrée, très bien conduite, ne devait pas passer inaperçue. La *Revista Armatei* en

donna, sous forme de brochure, une traduction escortée de commentaires ; il se peut aussi (le contrôle des dates me fait défaut) que ladite étude ait provoqué l'article fameux du capitaine Iarca dans la *Revista Artileriei* (Consideratiuni supra Atacului Transylvaniei România fiind aliata cu Russia — sept. 1887).

La revue de chez Seidel — grandement réputée dans les milieux militaires — prévoit, comme suit, l'emploi des quatre corps roumains. Le I^{er} corps (Craïova), le II^e corps (Bucarest) et une division du III^e corps (Galatz) se rassemblent entre Ploiesci et Craïova (front sud). Le IV^e corps (Iassy) se place sur la face orientale au seuil des passes de Ghimesci, d'Uzului et d'Oituzului. Le I^{er} corps pointe sur Sibiu (Hermannstadt), le II^e sur Cronstadt. Le groupe de l'Est convoite, par rabattement, la région Cre Sérédia, = Tergu Sescuilor. Entre les deux armées, la division non encadrée du III^e corps coince, comme organe de liaison par le col de Buzeu (Bedzaer Pass). La défense étend sa couverture par Hategu (Hatszég), Boita, Branu, Vama Buzeului, Salu Buzeului, Brescu, Ciceu, San Niklaus, Toplita. Les réserves tactiques occupent : Alba Julia (Karsburg), Sighisora (Schässsburg), Feldiora (Marienburg) et Tergu Sescuilor (Kizdi Vazarhili). La réserve stratégique,

en attente autour de Maros Vazarheli ; il lui sera demandé de renouveler l'heureuse et habile manœuvre sur les lignes intérieures qui illustra en 1848-49 la campagne de Bem contre les forces austro-russes de Püchner, de Clam Gallas et de Lüders.

La correction théorique du mode approprié à l'offensive roumaine se trouve d'autre part certifiée par le colonel G. Ianesco dans le remarquable cours de géographie professé à l'école de guerre de Bucarest.

La masse se concentre sur le front sud dans la zone Buzeu=Plœsci=Pitesci ; son premier objectif stratégique sera Cluju. Le gros, fixé sur l'axe Ploesci=Brasow s'étire pour l'infiltration par les cols de Bran, de Prédel (1), de Bratovce, par les passes des monts Buzulu (Tatarului et Buzeului) ; objectifs tactiques : Feldiora=San Gheorgiu. Sur la droite, un groupe emprunte le couloir du Trotosu qui ouvre les cols de Ghimès, d'Uzului et d'Oituzului, vers Cine Sereda=Tergu Sacuilor.

(1) S'il faut en croire le *Daily Mail* (vers le 20 octobre 1915), les travaux de défense récemment complétés sur ce point furent l'objet des indiscrètes investigations de M. von den Busche, ministre d'Allemagne à Bucarest, auquel advint la mésaventure de s'y laisser surprendre en flagrant délit d'espionnage!!

Sur la gauche, un groupe remonte la vallée de l'Oltu, laquelle par la brèche de Turnul Rosu conduit à Sibiu.

Les Austro-Hongrois, après les contacts de leur avant ligne aux cols et sur les positions arrière, après déplacement de leurs réserves spéciales, supposées à Sibiu et à Odorhei, auront pu se rendre compte du lieu sur lequel pèse l'effort compromettant de l'envahisseur ; ils équilibreront, en conséquence, la répartition de leurs forces le long de la ligne : Alba Julia = Médias = Segishora = Reghin = Bistritsa, véritable base de manœuvre contre offensive.

Je veux encore être redevable à l'éminent rénovateur de l'enseignement de la géographie militaire de quelques indications relatives au système défensif de la Roumanie (1).

Lorsque le gouvernement eut reconnu l'impérieuse nécessité de consentir à de lourdes dépenses pour assurer la protection du territoire, des projets furent demandés aux deux plus réputés

(1) M. Paul Labbé fournit lui aussi une contribution utile — mais d'un genre moins austère, — à l'enseignement de la géographie par son bel ouvrage *La Vivante Roumanie* (collection des Voyages illustrés, Hachette).

A peu près de même facture : *Roumanie*, de M. Oscar Brilliant (chez Hutchinson-Londres).

spécialistes du moment, au général Brialmont et au major Schumann. Tous deux préconisèrent l'organisation d'une région fortifiée. Le premier érigeait ses saillants à Campina (nord), à Marecscu (est), à Slatina (ouest) et logeait à l'intérieur le réduit central Bucarest. Le second s'attachait au triangle Focsani = Galatz = Buzeu.

En dernier examen fut adopté un contre-projet de l'illustre ingénieur militaire belge : une place d'armes, Bucarest (1), couverte à l'est par les

(1) Chapelet de 18 forts de trois grandeurs, avec ouvrages intermédiaires posés à 6-9 ks des barrières sur une circonférence de 60 ks; les forts n° 1-9 sur la rive gauche de la Damboviza, les forts 10-18 sur la rive droite en arrière du chemin de fer stratégique. Chacun des forts devait avoir pour organe principal un parapet de 7-8 mètres, ceinturant des coupoles cuirassées.

Au sujet de ces coupoles cuirassées deux observations qui, aujourd'hui encore, ne manquent pas d'intérêt :

1° Les généraux qui formaient le comité de défense, conseil du roi, se montrèrent dès le début, médiocrement convaincus de l'efficacité du bétonnage, masque de protection des coupoles. Ils hésitaient à suivre l'exemple donné par les Allemands à Metz.

2° Fin 1886 le Ministère de la guerre roumain mit au concours le type de coupole à adopter pour l'armement des forts; de très intéressantes expériences furent faites sur le polygone de Cotroceni. La tourelle française construite à Saint-Chamond, d'après le système du commandant Mongin entra en concurrence avec la tourelle allemande de Gruson, construite à Buckau, d'après les plans du major Schumann. Ces expériences se terminent en janvier 1887; malgré le triomphe incontesté du modèle

points fortifiés de Focsani, de Namaloasa, et de Galatz ; secteur à compléter plus tard par des têtes de pont à Slobozia, Ciorasci et Domnilza. Il n'était pas jugé indispensable de jalonner d'ouvrages le front occidental ; la tâche incombant aux troupes de couverture s'y trouve grandement facilitée par les nombreuses rivières qui, des Carpathes vers le Danube, strient le glacis de l'Oltenia ; Craïova n'est pas à la merci d'un coup de main qu'il vienne de Turnu Severin ou de Târgu Jui'ui ; en arrière du Jiu, le fossé encore plus

français, malgré l'avis de la commission, les préférences étaient accordées au modèle allemand. Ce déni de justice était la conséquence de pressantes sollicitations diplomatiques et d'une audacieuse campagne de la presse allemande admirablement dirigée pour *créer le succès en affirmant qu'il existait* et pour chanter, même avant l'heure décisive le triomphe de l'industrie allemande. La *Gazette de Cologne* se faisait écrire de Bruxelles que le général Brialmont donnerait sa démission de directeur des travaux, si l'on adoptait le système de Saint-Chamond.

Le Ministre français de la guerre, de l'époque, ambitionnait patriotiquement de lutter par d'identiques moyens contre l'action allemande ; il réclama le concours de ses collègues du cabinet qui lui donnèrent à entendre qu'il se mêlait de choses ne le regardant pas.

C'est ainsi qu'en ces temps reculés le gouvernement comprenait ses devoirs envers notre industrie nationale. Depuis, tout au moins jusqu'en 1913, la manière ne s'était pas beaucoup modifiée ; j'ai pu le constater à Belgrade et à Sofia où le « Borgne » régnait en souverain maître et mieux encore, à Constantinople.

sérieux de l'Olta. Aussi, se fait valoir la commodité d'un réseau de voies de communications amplement développé, se prêtant à toutes les combinaisons : renforts au centre, crochet défensif étiré de Slatina à Pitesti, débouché par Turnu Magurelé sur la rive droite du fleuve (1).

De la sorte, des deux côtés, — à l'est comme à l'ouest, — soit contre la Russie soit contre l'Autriche-Hongrie, le camp retranché de Bucarest commande le respect de la neutralité que la Roumanie pourrait avoir intérêt à observer (2).

Au centre, le camp retranché étaye, face au nord, le dispositif forcément égréné en sa première phase sur le large front Bacău-Focsani-Floesci-Pitesci ; zone compartimentée en secteurs dont les réserves s'établiraient à Buzeu, Ploesci et

(1) On ne perdra pas de vue que le Bas-Danube, de la mer à Braïla, est placé sous le contrôle de la Commission européenne qui agit indépendante de toute autorité territoriale.

Le Danube moyen, de Braïla à la frontière hongroise, se trouve sous le régime du droit commun. La Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, l'Autriche, exercent la police dans leurs eaux territoriales.

(2) Ne pouvait être envisagée à cette époque l'éventualité d'un péril bulgare, ou germano-bulgare. L'empereur Guillaume y aurait fait allusion à l'issue du fameux manquet de Nich (févr. 16) : « Je me suis laissé dire « qu'il n'y a que soixante kilomètres du Danube à Bucarest. »

Curtea de Arges'. De la sorte s'autorise, le cas échéant, la conduite des opérations contre deux adversaires.

N'ayant pas caché ma médiocre estime pour les « Batailles imaginaires », je m'abstiendrai, en la crainte de tomber dans le défaut du genre, de mettre les patrouilles des détachements de couverture aux prises avec les pointes des colonnes de pénétration. Il pouvait suffire ici, dans le modeste but d'orienter le lecteur, d'un simple crayon. Que ce complaisant lecteur me sache gré, tout, au moins, de taire — égarées dans un dédale de schémas, de diagrammes, de croquis — les fantaisistes élucubrations du typique et prolix professeur de stratégie à l'Académie des Boys-Scouts de Central House.

La Roumanie
pendant la guerre mondiale
1914-1916

Le roi révèle l'existence du traité secret avec l'Autriche-Hongrie (août 1914). — Les Ministres se refusent à suivre une politique qui ne répond pas au sentiment national. — La neutralité de la Roumanie. — Les raisons plausibles de son attitude. — Le président du Conseil, les interventionistes et le triumvirat germanophile.

J'ai laissé soupçonner dès le début de cette étude, l'existence d'un traité secret liant la Roumanie à l'Autriche-Hongrie. Le roi, pour la première fois, au mois d'août 1914, en aurait donné connaissance officielle à ses ministres dans un conseil de la Couronne.

M. Seton-Watson (avril 1915) (1) et M. Také Jonesco (novembre) nous fournissent quelques précisions.

La Roumanie, en froid avec ceux auxquels elle avait été si secourable sous Plevna (2), se trouvait livrée aux méchantes tracasseries de l'Autriche-Hongrie exploitant quelques manifestations imprudentes de l'irrédentisme pour accuser du crime de lèse-magyarisme, pour dénoncer de noirs complots contre l'intégrité de l'Empire. M. Jean Bratiano espérait trouver un appui à Berlin ; mais le chancelier, sans grands ménagements, se refusa à prendre parti contre son associé. Les deux compères étaient de connivence pour appli-

(1) Date de la publication de la brochure: *Roumania and the Great War* (London-Constable).

(2) Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler le texte du télégramme adressé le 11 septembre 1877 par le grand duc Nicolas Nicolajévitch au prince Carol: « Viens à notre aide, les Turcs nous menacent d'un désastre. Je te laisse le soin d'effectuer le passage du Danube où il te plaira. Prends les dispositions qui te sembleront les meilleures. Toutes tes conditions sont acceptées. Mais hâte-toi, car il y a urgence; la chrétienté est en péril. »

Le lieutenant d'artillerie Vassiliou a écrit un fort beau livre: *Opérations de l'armée roumaine pendant la guerre de l'indépendance*. Le général Kouropatkine ne marchand pas non plus les éloges à l'armée roumaine dans son ouvrage classique: *Observations critiques sur la guerre turco-russe*.

quer à la Roumanie la brutale formule souabe :
« Sois mon frère, sinon je t'enfonce le crâne. »
Le roi Carol dut se résigner au voyage à Vienne.

Ceci se passait en 1882-83.

Le premier traité fut négocié à Vienne en 1883 entre M. Pierre Carp et le prince de Reuss, puis signé à Gastein par le prince de Bismarck et M. Bratiano, père du président du conseil actuel.

Ce premier traité fut complété en 1888 par l'adhésion de l'Italie, négociée entre MM. Carp et Crispi, revêtu à Bucarest des signatures de M. Carp et du marquis Curtopasi, ministre d'Italie. Cette dernière puissance aurait été tenue de fournir à la Roumanie un contingent de 40.000 hommes ; M. Jean Bratiano (1) espérait par cette sorte d'amalgame, éviter les frictions qui ne pouvaient manquer de se produire entre Roumains et Hongrois quelque peu surpris de combattre à côté l'un de l'autre.

M. Seton-Watson prétend (p. 32) que cette

(1) A mon avis, il est beaucoup plus probable d'attribuer à M. de Bismarck l'initiative de cette mesure, si toutefois elle a été prise. Un informateur officieux près de la Consulta établissait, en effet, vers cette époque, un curieux rapprochement entre l'attribution de ce contingent italien à l'armée roumaine et un apport à l'armée bavaroise de deux corps italiens rejoignant par le Brenner et Rosenheim. L'état-major de Berlin entendait ainsi prendre des gages.

entente austro-roumaine « was always a business proposition, never an alliance of hearts ». M. Také Janesco s'applique d'autre part (peut-être trop complaisamment) pour disculper M. Jean Brătianu, à plaider la contrainte, en quelque sorte le cas de force majeure.

De plus, il existait, entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie (septembre 1900), une convention dirigée bien plus contre la Russie (1) que contre la Serbie et la Bulgarie, convention à laquelle se réfère M. Guéchoff (*L'Alliance balkanique*), et que visent les articles 2-3 de l'accord militaire serbo-bulgare du 29 avril 1912.

Au demeurant peu importe aujourd'hui ; les conséquences de l'acte nous intéressent seules. Elles régissent la politique extérieure de la Roumanie que, durant trente années, le roi dirige à sa guise ; il ne s'écarte de cette rigide ligne de conduite qu'en juillet 1913, alors qu'il se place aux côtés de la Serbie, contre la Bulgarie. M. Také Jonesco estime que « cette tentative d'émancipation, qui étonne et effraye Vienne, a été une « des causes qui ont poussé l'Autriche-Hongrie à « la folie de 1914 ».

(1) Pour faire contre-poids à cette convention austro-roumaine, le général Paprikov signait le 31 mai/13 juin 1902 une convention russo-bulgare. Quel cornard!!!

La Roumanie à ce tournant doit prendre position. Le roi réunit en conseil de la Couronne les principaux personnages de l'état et là, pour la première fois, donne à ses ministres connaissance (mettons, connaissance officielle) des engagements contractés et renouvelés. M. Seton-Watson crayonne (p. 62) un léger aperçu de cette pénible séance ; les ministres refusent de s'engager dans une politique d'action non conforme au sentiment national. Le roi constitutionnel (1) dut s'incliner. La Roumanie à l'exemple « opportun » de l'Italie, proclama sa neutralité.

Pourquoi la neutralité ? Pourquoi pas une directe et immédiate adhésion à l'offensive — alors couronnée de succès — de l'armée russe ?

C'est qu'il est voulu de faire intervenir d'autres considérations des quelles deux suffisent à expliquer et à justifier une attitude expectante.

a) L'état d'impréparation de l'armée que M. Seton-Watson et M. Také Jonesco dénoncent sans artifices. Je crois toutefois devoir ajouter en correcif : « pour soutenir sur deux fronts une

(1) King Charles, in urging war with Russia, found himself in a minority of one (p. 62.) Et plus loin : non satisfait de cet insuccès le roi fit procéder à un plébiscite privé et officieux dans le corps d'officiers ; 110 seulement, sur environ 6.000 officiers consultés, se prononcèrent pour une campagne contre la Russie.



grande guerre ». Le service de santé se réorganisait avec lenteur ; l'approvisionnement en munitions, en armes, laissait fort à désirer... et la Roumanie était jusqu'à ce jour tributaire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

b) L'impérieux devoir de régler la conduite à tenir sur celle adoptée par la Bulgarie dont on n'ignorait pas à Bucarest les engagements fermes avec les Empires du centre et avec la Turquie. La Roumanie ne pouvait, sans compromettre sa propre sûreté, engager la partie avant de pénétrer jusqu'à l'évidence même, le jeu d'un voisin inquiétant. Cette seconde raison, beaucoup plus que la première — à laquelle, avec le temps (1), il pouvait être remédié dans une certaine mesure — empêche la Roumanie de s'associer au déclenchement de l'Italie (23 mai 1915).

Mais alors, la Bulgarie se ruant sur la malheu-

(1) Le temps a été mis à profit. L'armée se trouve à peu de chose près sur le pied de guerre amplement pourvue de canons, de mitrailleuses et de munitions. Les ressources financières de l'état n'ont pas été ménagées ainsi qu'en témoigne un projet de budget qui, pour l'exercice 16-17, le chiffre à 715 millions de francs. Les formations de campagne ont été notablement accrues. La classe 16 aurait été incorporée ainsi que les récupérés des classes antérieures, ainsi que les réfugiés transylvaniens ; l'appel de la classe 17 serait préparé. Et encore bien d'autres mesures : encadrement consolidé, rajeunissement des cadres, etc., etc.

reuse et héroïque Serbie (fin septembre) pourquoi l'armée roumaine demeure-t-elle l'arme au pied ? Pourquoi, quelques semaines plus tard (vers la mi-novembre), refuser le passage aux troupes russes du général Tcherbachev ? Pourquoi ne pas avoir saisi l'occasion offerte de résoudre les deux problèmes vitaux de la politique nationale :

a) La délivrance des frères opprimés, sous le joug magyare, en Transylvanie et dans le Banat — but constant des inlassables efforts de l'irrédentisme (1).

b) La ruine des hégémoniques ambitions de la Bulgarie — but récent que s'était assigné le roi Carol, mainteneur avisé, arbitre inflexible de l'équilibre balkanique. Pourquoi ?

La recherche de ce « pourquoi » final m'oblige

(1) Il est bien évident que si le gouvernement hongrois avant la guerre n'a pas respecté les lois votées par son Parlement et qui protégeaient ses sujets roumains, le Magyarisme victorieux tiendrait encore moins les engagements pris par lui vis-à-vis de la Roumanie sans la pression de la nécessité, surtout s'il avait déjà payé le concours roumain par la cession de la Bukovine. Il n'est pas établi que, sur ce dernier point, de fermes négociations aient été entamées; par contre il peut être prouvé que les tentateurs austro-boches ont offert à la Roumanie, la Bessarabie et Odessa.

M. N. Jorga peut, à juste titre, être tenu pour le plus autorisé représentant de l'irrédentisme roumain.

à envisager la situation de la Quadruple Entente sur l'ensemble du théâtre de guerre, de la pointe nord-ouest, dans les brumes de la Mer du Nord au cap Sud-Est baigné par les flots égéens. Les hommes d'état, en ce temps responsables des destinées de la Roumanie, ont eux aussi procédé à un même tour d'horizon ; ils découvrent sans peine et les lourdes erreurs d'une diplomatie mal concertée et de fâcheux fléchissements. Ces perceptions ont été exploitées avec une suprême — mais combien dispendieuse — habileté, par nos adversaires contre lesquels réagissent toutes les forces du parti interventionniste. Forces actionnées par des hommes tels que M. Filipesco (1) et M. Také Jonesco convaincus du triomphe certain et définitif du Droit et de la Justice ; forces soutenues par les sympathies de l'immense majorité dans un pays où, suivant le mot heureux de M. Lacour Gayet, un Français a plus que partout ailleurs l'impression de se retrouver chez soi.

J'en appellerai encore au témoignage de l'émi-

(1) *La Gazette populaire de Cologne* lui fera l'honneur = à son retour d'un voyage en Russie (février 16) = des plus violentes invectives... « le traître, que son nom soit maudit!! »

Aucune allusion dans la presse allemande aux *complaisances* de M. Alexandre Marghiloman dénoncées comme actes d'espionnage par l'*Adeverul* (23 mars 16).

ment membre de l'Institut, du Président du Comité franco-roumain : « Il sait pertinemment
« qu'il n'y a pas à douter des sentiments person-
« nels de M. Jean Bratiano et des membres de
« son cabinet ; leurs sympathies sont toutes à la
« France » (*Revue hebdomadaire. Et vos amis les Roumains !* p. 599).

Je compléterai : Ces sentiments, ces sympathies se sont manifestés à diverses reprises et par des déclarations discrètes et par des actes entourés d'une judicieuse retenue. Il n'y a pour tout dire, entre le chef du gouvernement et les chefs de l'opposition, d'autre différence de vues que celles portant sur une date et sur une modalité. M. Bratiano ne peut se dispenser de « tout calculer » (1) ; il entend réserver à la Roumanie le choix de l'heure. Cette heure viendra, peut-être, lorsque les puissances alliées auront jeté dans la partie orientale du théâtre de la guerre des forces suffisantes pour donner confiance à un petit Etat, incapable de soutenir une longue guerre sur les Carpathes et sur le Danube. Par cela même s'affirme l'honnêteté d'une attitude répudiant toute politique qui réclamerait des bénéfices sans consentir à des sa-

(1) Sans écarter de ses calculs les combinaisons d'ordre économique et commercial.

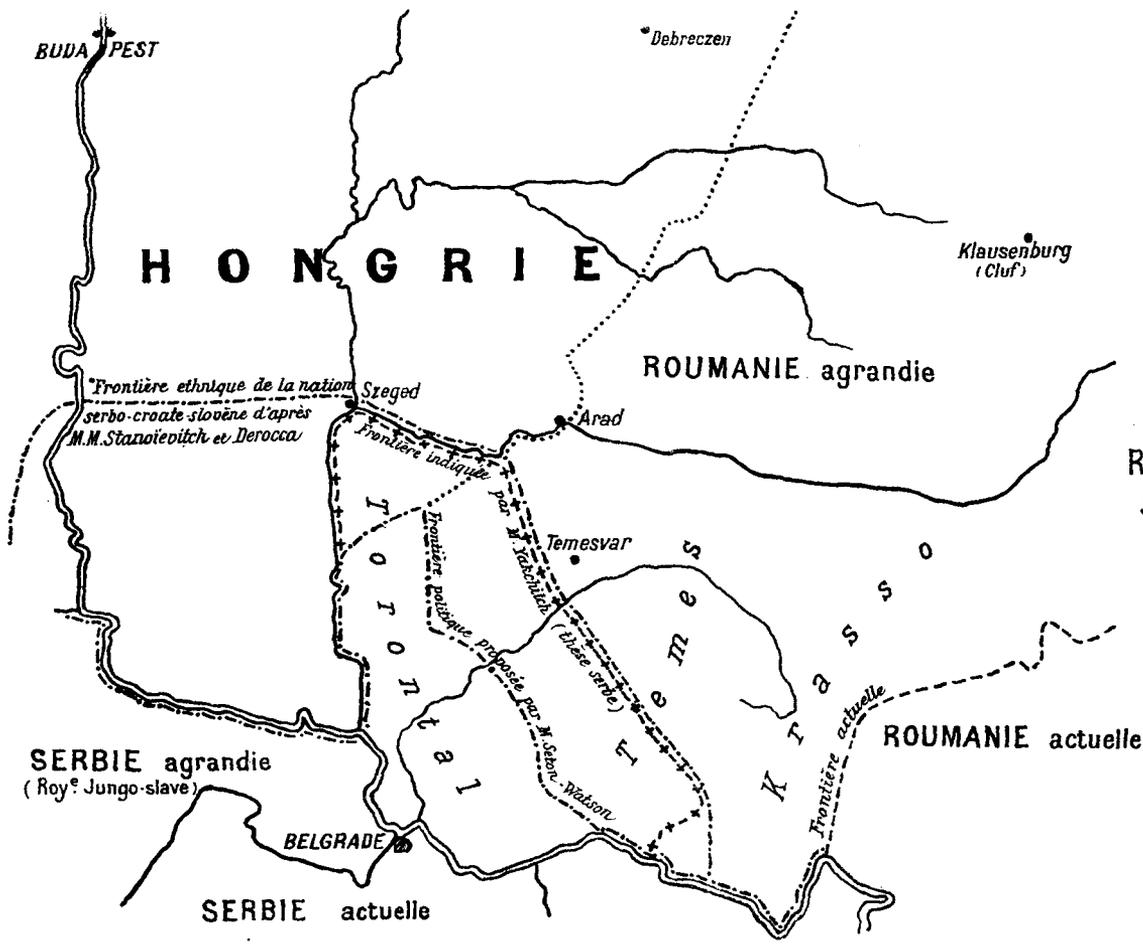
crifices, mais qui voudrait éviter de prodiguer en vain ces sacrifices.

C'est à cette politique nationale que le roi Ferdinand s'associe sans réserve en souverain constitutionnel de la Roumanie.

C'est enfin, quoique indirectement, à cette politique — il serait injuste de ne pas le proclamer — que l'Entente est redevable de l'immobilisation, précieuse pour elle, d'une importante partie des troupes ennemies jetées sur le théâtre des opérations balkaniques (1).

Bordeaux, déc. 1915.

(1) A consulter dans *Fortnightly Review* les récents articles : *Bulgaria's Attitude* (Frank Fox); *Bulgaria and Entente Diplomacy* (Dr. E. J. Dillon); *Roumania's Attitude and Future* (Politicus); *The Future of Serbie* (Politicus); *Greece and Europe* (Politicus); *The Balkan Imbroglia* (Dr. E. J. Dillon); *Roumania's Attitude and Position* (Politicus).



Revendications
 SERBES et ROUMAINES
 concernant
 le **BANAT.**

ANNEXE

L'ACTION

DU COMITÉ FRANCO-ROUMAIN

L'Action du Comité franco-roumain

Le Comité franco-roumain a adressé le 25 octobre le télégramme suivant à différentes personnalités roumaines du monde politique et intellectuel à Bucarest. Ce télégramme porte la signature d'un grand nombre de personnalités françaises.

A M. Filipesco, ancien ministre de la Guerre, président de la Fédération unioniste, chef du parti conservateur.

A M. Take Jonesco, ancien président du Conseil, chef du parti conservateur démocrate.

A M. le docteur Istrati, président de l'Académie roumaine, sénateur, président de l'Alliance latine.

A M. le docteur Lucaci, député de Transylvanie, président de la Ligue culturale roumaine.

A M. Jorga, député, membre de l'Académie roumaine, chef du parti national.

A M. Diamandy, député, et à M. le docteur Jean Cantacuzène, présidents de la Ligue d'amitié franco-roumaine.

Le Comité franco-roumain, bien avant la guerre, a pris pour tâche d'intéresser l'opinion française à la réalisation de l'idéal national de la Roumanie et au maintien de son rôle dans les Balkans, tel que le roi

Carol l'avait solennellement proclamé lors du traité de Bucarest.

Au moment où l'équilibre balkanique dû à ce traité va être rompu, au moment où la Bulgarie se jette traîtreusement sur les Serbes, vos glorieux compagnons de 1913, au moment où le tsar de Sofia, devenu l'allié des Turcs, rêve d'établir son hégémonie dans la péninsule, la France se demande si la Roumanie va se résigner à assister l'arme au pied aux événements de l'heure présente.

Le Comité franco-roumain, qui se rappelle le rôle des soldats de Carol I^{er} en 1877 et en 1913, a toujours, jusqu'ici, répondu devant l'opinion de l'immuable fidélité de votre pays à ses aspirations et à sa politique traditionnelle. Cependant, il croit pouvoir s'autoriser de son action constante en faveur de vos revendications pour vous dire aujourd'hui les craintes de la pensée française.

Après les affirmations données par vos représentants, après toutes les négociations qui ont abouti à satisfaire vos aspirations, se pourrait-il que vous assistiez impassibles à la ruine de l'indépendance balkanique ?

Se pourrait-il que vous contempriez, sans prendre parti, les alliés combattre dans les Balkans pour la même cause qui amena la Roumanie à imposer aux Bulgares, lors de leur première trahison, le traité de Bucarest ?

Nous ne pouvons le croire.

La France, qui, une fois de plus, vient de tirer l'épée pour défendre contre toute hégémonie l'indépendance des Balkans, verra la Roumanie se ranger là où ses intérêts, sa gloire et son honneur l'appellent.

G. LACOUR-GAYET,
de l'Institut,

Président du Comité franco-roumain.

PERROY,
Secrétaire général.

Louis BARTHOU, ancien président du Conseil des ministres.

Stéphen PICHON, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères.

Arsène HENRY, ambassadeur de France.

Comte D'ORMESSON, ambassadeur de France.

Emile BOUTROUX, directeur de l'Académie française.

Ed. CHAVANNES, président de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Léon BONNAT, président de l'Académie des beaux-arts.

Henri JOLY, vice-président de l'Académie des sciences morales et politiques.

Louis LIARD, de l'Académie des sciences morales et politiques, vice-recteur de l'Académie de Paris.

Maurice CROISSET, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, administrateur du Collège de France.

Paul APPELL, de l'Académie des sciences, doyen de la Faculté des sciences.

Alfred CROISSET, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, doyen de la Faculté des lettres.

F. LARNAUDE, doyen de la Faculté de droit.

L. LANDOUZY, de l'Académie des sciences, doyen de la Faculté de médecine.

Etienne LAMY, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Paul HERVIEU, de l'Académie française.

Jean RICHEPIN, de l'Académie française.

René DOUMIC, de l'Académie française.

Denys COCHIN, de l'Académie française.

Alfred CAPUS, de l'Académie française.

Gustave SCHLUMBERGER, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Emile PICOT, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Charles DIEHL, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Gaston BONNIER, de l'Académie des sciences.

Charles RICHEL, de l'Académie des sciences.

E. D'EICHTAL, de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de l'École des sciences politiques.

René STOURM, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques.

Raphaël GEORGES-LÉVY, de l'Académie des sciences morales et politiques.

François ARAGO, député, ministre plénipotentiaire.

Fernand LAUDET, directeur de la *Revue hebdomadaire*.

**Réponse des journaux roumains
au manifeste du Comité franco-roumain.**

RÉPONSE A LA FRANCE (1)

J'ignore ce qu'on répondra de Roumanie au Comité Franco-Roumain de Paris dont nous avons publié hier l'adresse. Mais si j'étais chargé de formuler cette réponse, voici ce qu'elle contiendrait :

« La France, la noble France qui a toujours tiré son épée en faveur du droit et de la liberté, s'étonne à juste titre et s'indigne en voyant que la Roumanie hésite à porter secours à la Serbie, poignardée par l'Allemand terrible et le traître Bulgare. Vainement s'étonne la France, vainement elle s'indigne devant ce pays qui court à sa perte, en laissant l'ennemi l'encercler et le désarmer, tandis qu'il lui suffirait de prendre l'épée pour sauver la cause de l'humanité et sa propre cause.

« Que la France nous pardonne, qu'elle nous pardonne et qu'elle nous plaigne ! La faute de la Roumanie, cer-

(1) Extrait de l'*Adverul* du 4 novembre.

tes, est très grande, mais plus grande encore est la faute de ceux qui la gouvernent, la faute de son roi allemand et de son gouvernement au service de l'Allemand. Nous méritons notre sort ; l'esclavage et le mépris, voilà notre part ; les pays n'ont que les rois et les gouvernements qu'ils méritent. Si le pays légal est accaparé par le roi et par un gouvernement vendu à l'ennemi de la race, le droit sacré de la Révolution permet au peuple de balayer la trahison royale et la corruption gouvernementale. Ainsi, le pays libre, maître de son sort, marcherait en avant, le front haut, pour défendre sa propre cause et en même temps la cause du droit, de la liberté, de l'humanité entière menacée par l'esclavage teuton. Une poignée d'hommes luttent, depuis un an, contre le Germain envahisseur, sonnent la grande cloche de la renaissance nationale, dénoncent au peuple roumain le roi traître et le gouvernement vendu. Jusqu'ici leurs efforts sont restés vains ; ils voient avec terreur s'approcher le moment où tout sera inutile, où l'Allemand orgueilleux mettra, sur la gorge de leur pays, son talon teint du sang de la Belgique et de la Serbie héroïques. Alors, ces hommes feront leur devoir jusqu'au bout ; ils sauront mourir s'il le faut, et ceux qui survivront à la catastrophe nationale imploreront de toi, grande et généreuse France, aide et asile. De même qu'en 1848 nos pères t'ont demandé protection et refuge, de même maintenant leurs fils iront à toi, et, en attendant des jours meilleurs, lutteront de là-bas, pour sauver de la cause roumaine ce qui peut encore en être sauvé. »

Mais je ne suis rien, moi, qu'un pauvre journaliste. D'autres plus compétents et plus circonspects, qui disent les choses à moitié, ou aux trois quarts, d'autres seront chargés de rédiger la réponse à la France, et sans doute, sur la triste réalité, on jettera le vêtement tricolore, celui qui cache la vérité, triste, mais nue.

CONSTANTIN MILLE.

QU'ON PUNISSE LES COUPABLES! (1)

Tous connaissent maintenant la politique de Tisza : détruire l'élément latin de la monarchie au bénéfice de l'élément maghyare.

La guerre européenne a été pour nous une occasion favorable, que nous avons perdue. Les régiments roumains ont été systématiquement détruits, beaucoup de soldats n'avaient pas de cartouches ; d'autres, en plein feu, se voyaient confisquer leurs armes par les Hongrois ; des divisions ont été jetées et sacrifiées sans être soutenues par l'artillerie. Nos jeunes gens ont été dispersés aux quatre coins du monde ; ceux qui échappaient à l'ennemi tombaient, sacrifiés par leurs propres chefs. Fusillade sommaire, coups de nerf de bœuf, pendaïson par les pieds, privation de nourriture, supplice de la « croix » — les bras ouverts pendant des heures entières sur le bord des tranchées, — tous ces traitements furent subis par nos malheureux frères. Pendant ces temps, les gendarmes de Tisza pendaïson par milliers les prêtres, les instituteurs, les vieillards. Et, aujourd'hui, tous ceux qui parlent roumains, depuis les enfants de quatorze ans jusqu'aux femmes et aux jeunes filles, sont pris, par troupeaux, comme otages, et travaillent aux tranchées, ou servent de jouets aux Allemands. Cette horreur a coûté plus de vies roumaines qu'une révolution, qui aurait été peut-être noyée dans le sang, mais qui du moins aurait servi notre idéal national.

Eh bien! dans le pays roumain, il y a un homme qui a rendu possible l'application de la politique du comte Tisza en envoyant nos jeunes gens dans la souricière que celui-ci devait tendre contre eux .

Le complice des Hongrois a été Ion Bratiano. Les en-

(1) Extrait de l'*Adverul*.

nemis de M. Bratiano ne sont pas les Allemands et les Hongrois, mais les Roumains de l'Ardeal ; par leur élan, par leur travail, par leur honnêteté, ils pourraient menacer en Roumanie la dictature insolente du fils de l'homme qui a dit qu'il nous fallait l'Ardeal sans ses habitants.

Et voici pourquoi :

1) L'année dernière, le 30 septembre, une mission de représentants venus à l'enterrement du roi Carol a demandé au gouvernement son appui en cas de révolution.

Assemblés chez le D^o A. P., les chefs ont reçu de la part du gouvernement, par la voie autorisée d'un ministre plénipotentiaire, l'ordre de répondre sans murmurer à l'ordre de mobilisation et celui de calmer la population.

2) Constantin Slere, député roumain, a été envoyé à Branov par le premier ministre, qui l'a accompagné jusqu'à Predeal, pour répandre des manifestes mensongers et pour encourager nos enfants à mourir jusqu'au dernier, à côté des armées hongroises. Cela, est-ce un crime?

3) Le gouvernement de M. Bratiano a mis le bâillon sur la bouche du Roumain martyrisé, jeté les espions sur notre pays, répandu les feuilles empoisonnées dans nos villages, semé par elles le mensonge, rempli de découragement l'âme de nos frères. Cela, est-ce une trahison? C'est donc Bratiano qui a tué nos frères.

Qu'on le sache, les Roumains de Transylvanie et de Bucovine sont morts, sacrifiés à la cause de ceux à qui nous ferons la guerre demain ; guerre que le même Bratiano aura peut-être l'impudence de conduire, comme en 1907 il a eu le cynisme de réprimer la révolte qu'il venait de soulever.

Notre effort sera d'autant plus grand, et notre sang coulera d'autant plus rouge.

Nous, qui mourrons, payant de notre vie les fautes du passé, réclamant la punition sans retard des coupables,

Nous demandons la démission du premier ministre, l'éloignement des ministres traîtres, la mise en jugement du député Slere pour crime de haute trahison.

Et si l'opposition ne sait pas faire son devoir, qu'on le sache, c'est nous-même qui le ferons à sa place.

I. STOURDZA.

**Réponse des intellectuels roumains
au manifeste du Comité franco-roumain.**

*A l'appel des Intellectuels français, les Roumains
viennent de répondre dans les termes suivants :*

« Les nobles paroles que nous adresse le Comité franco-roumain nous ont émus profondément. C'est vous, Messieurs, qui avez pris en main la défense des Roumains et soutenu en France le droit qu'ils ont à réaliser leur unité nationale. Vous avez gagné à notre cause cette opinion publique qui, dans votre pays de liberté, est souveraine. Nous avons contracté envers vous une immense dette de reconnaissance et nous vous en remercions de tout cœur.

« Même au cas où nous n'aurions à réaliser aucune aspiration nationale, notre affinité de race qui nous rend absolument réfractaires aux idées et aux tendances germano-magyares, notre amour de la liberté et notre idéal de civilisation qui est le vôtre, nous eussent placés dès le début de la guerre aux côtés de la France.

« Nous savons quels sont les auteurs responsables et n'avons été dupes d'aucun de ces sophismes allemands quel devait être l'enjeu de cette guerre formidable. Nous

et nous assistons une fois de plus à l'antique lutte du droit contre la force. Avec l'immense majorité du peuple roumain, qu'il s'agisse des Roumains enserrés dans les limites artificielles de l'actuel royaume ou de ceux qui gémissent sous le joug austro-magyar, nous avons compris que notre honneur, aussi bien que nos intérêts vitaux nous commandaient de prendre part à la guerre aux côtés de la Quadruple Entente. L'immense majorité de la nation demeure fidèle à sa conviction. Elle a donné et donne journellement ces preuves de sa volonté immuable. La trahison bulgare n'a fait que l'affermir dans sa décision.

« Quant à nous, nous avons fait et continuons à faire tout ce que des citoyens, conscients d'être l'expression de la volonté nationale mais ne disposant pas des rênes du gouvernement peuvent faire pour empêcher leur nation de s'effondrer dans le déshonneur d'une inaction aussi insensée que funeste.

« Quelle que soit notre foi dans l'héroïsme et la valeur de notre armée, nous savons trop bien que la France sera victorieuse quand même la Roumanie resterait sourde à la voix du devoir : aussi ce n'est pas pour collaborer à votre triomphe, c'est au nom de notre existence, au nom de notre droit à la vie, que nous demandons sans relâche de voir notre armée entrer en lutte à vos côtés contre l'ennemi séculaire.

« C'est au nom de notre droit à la vie, car une Roumanie qui faillirait à sa mission historique, aurait signé comme nation son arrêt de mort. Cette perspective effrayante vous garantit la sincérité et la ferveur de nos efforts. »

Ont signé :

Les anciens Ministres

MM. FILIPESCO, Président de la Fédération Unioniste, sénateur. — TAKE JONESCO, Président de l'Ac-

tion Nationale, député. — DISSESCO, Professeur universitaire de Droit Public, sénateur. — C. P. OLANESCO, ancien président de la Chambre des Députés. — Nicolas XENOPOL, sénateur. — Michel CANTACUZÈNE, sénateur. — D. GRECEANO, député. — D^r ISTRATI, Président de l'Académie roumaine, député. — VLADESCOU, Doyen de la Faculté des Sciences, Directeur de l'Institut Botanique. — GRADISTEANU, Président de la Société de Culture macédo-roumaine, ancien recteur de l'Université.

Les Présidents d'Associations nationales :

MM. Vasile LUCACIU, Ligue pour l'Unité de tous les Roumains. — G. DIAMANDY, Amitié franco-roumaine, député. — V. IONESCO, Action Patriotique, député. — ANDREESCOU, Société des Roumains d'outre-mont, professeur à la Faculté des Lettres. — Général TELL, vice-président de l'Association latine. — D^r CANTACUZÈNE, Université populaire, professeur à la Faculté de Médecine.

Les Sénateurs :

MM. ARGENTOYANU. — SCARLAT CRESCOU. — CAVADIA. — T. BATESCOU. — D. DIMITRESCO. — N. COANDA. — Gr. CONSTANTINESCO. — G. DOBRESCO. — P. CANTILLI, ancien préfet — SAFTOIU. — Nestor CINCU, ancien-vice-président de la Chambre des Députés. — D^r Th. JONESCO, recteur de l'Université de Bucarest. — MISSIR, professeur à la Faculté de Droit.

Les Députés :

MM. DESLIU, vice-président de la Chambre des Députés. — BASILESCO, professeur à la Faculté de Droit. — A. C. CUZA, professeur à l'Université de Jassy. —

Prince BRANCOVAN. — OROMOLU. — L. MOLDOVAN. — Dr DEMESTRESCOU BRAILA. — Luca ELEFTHERESCOU. — N. CANANAU, ancien préfet. — Julian VRAÏESCO, ancien préfet. — Léon GHYKA DOMBRAVENI — S. MOUROUZI. — C. MILLE. — N. TITULESCO. — N. CAPITANEANU. — Al. ALEXANDRESCO, ancien préfet. — I. IGIROSIANU, ancien préfet. — Gr. PERIETZANU, ancien maire. — G. PECTOU. — IOANIDE. — GOGOU ZAMFIRESCO. — Theodor EMANDI, ancien préfet. — J. MICLESCO. — GEBLESCO, ancien préfet.

Les Professeurs universitaires, membres de l'Académie et des Facultés.

MM. G. TZITZEICA, professeur à la Faculté des Sciences, membre de l'Académie roumaine, ancien élève de l'École Normale supérieure de Paris. — TANOVICIANO, doyen de la Faculté de Droit. — Dr DEMOSTHEN, doyen de la Faculté de Médecine. — CIRESIANU, doyen de la Faculté de Théologie. — Den NEGULESCO, professeur à la Faculté de Droit. — Emanuel ANTONESCO, professeur à la Faculté de Droit. — S. LONGINESCO, professeur de Droit roumain à la Faculté de Droit. — Constantin SIPSOMO, professeur de Droit civil à l'Université. — Dr G. MURNU, professeur à la Faculté des Lettres. — D. BUNGETZIANU, professeur à la Faculté des Sciences. — Dr POMIEIU, professeur à la Faculté des Sciences. — TEODORESCO, professeur à la Faculté des Sciences. — D. HURMUZESCO, professeur à la Faculté des Sciences, directeur de l'Institut Electrotechnique. — D. VOINOV, professeur à la Faculté des Sciences, directeur du Laboratoire de morphologie. — Saba STEFANESCO, professeur à la Faculté des Sciences, ancien Vice-Président du Sénat. — I. ATHANASIU, professeur à la Faculté des Scien-

ces, Directeur de l'Institut de Physiologie. — EMMA-
NUEL, professeur à la Faculté des Sciences. — D^r GEOR-
GESCOU, professeur à la Faculté de Médecine. — D^r
JONESCO, professeur à la Faculté de Médecine. —
D^r HERESCO, professeur à la Faculté de Médecine. —
D^r BLUCKNER, agrégé à la Faculté de Médecine. —
D^r CHIRIACESCOU, professeur à la Faculté de Théo-
logie. — D^r N. THOMESCOU, professeur de clinique
infantile. — D^r GHEORGHIU, professeur à la Faculté
de Médecine. — D^r THEOHARI, professeur à la Faculté
de Médecine. — D^r PROCA, professeur à la Faculté de
Médecine. — Alexandre FLORESCO, Ministre pléni-
potentiaire. — N. G. POPOVICI, professeur à l'Ecole Su-
périeure des Postes — DAVIDOGLU, Recteur de l'Acadé-
mie de Médecine. — D^r Petrini GALATZ, professeur à la Facul-
té de Médecine. — Alexandre FLORESCO, Ministre plé-
nipotentiaire. — N. G. POPOVICI, professeur à l'Ecole
Supérieure des Postes. — DAVIDOGLU, Recteur à l'Acadé-
mie des Hautes Etudes commerciales et industrielles.

